



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

## Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

**Le jeudi 27 novembre 2014 — N° 48**

*Neuf heures quarante-cinq*

**Président de l'Assemblée nationale :**  
**M. Jacques Chagnon**

---

**QUÉBEC**



## Partie 1

### AFFAIRES COURANTES

#### DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Côte-du-Sud sur le sujet suivant : *Félicitations aux gagnants du Gala Prestige de la Chambre de commerce de Montmagny.*
- Le député de Beauharnois sur le sujet suivant : *Souligner la conquête du Bol d'or par l'équipe de football du Cégep de Valleyfield.*
- Le député de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Souligner l'apport de M. Marc Perron à sa communauté.*
- Le député de Granby sur le sujet suivant : *Hommage à une jeune Granbyenne déterminée.*
- Le député de Sainte-Rose sur le sujet suivant : *Troisième Bol d'or pour les Loups de Curé-Antoine-Labelle.*
- Le député de Mercier sur le sujet suivant : *Les mouvements sociaux et le Front commun, solidaires et debout!*
- La députée d'Anjou–Louis-Riel sur le sujet suivant : *Souligner le 100<sup>e</sup> anniversaire du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.*
- Le député de Groulx sur le sujet suivant : *30<sup>e</sup> anniversaire de la CCITB.*
- Le député de Louis-Hébert sur le sujet suivant : *Décès de M. Denis Giasson, médiateur-conciliateur au ministère du Travail.*
- Le député de Marie-Victorin sur le sujet suivant : *Souligner les 30 ans de Place Rive-Sud.*

#### DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

#### PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

**DÉPÔTS** a) documents  
b) rapports de commissions  
c) pétitions

**RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS**

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

**QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES**

**VOTES REPORTÉS**

**MOTIONS SANS PRÉAVIS**

**AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS**

**RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE**

## Partie 2

### AFFAIRES DU JOUR

#### AFFAIRES PRIORITAIRES

- 1) 25 novembre 2014  
Motion de censure inscrite par le député de Terrebonne en vertu de l'article 304 du Règlement :

QUE l'Assemblée nationale du Québec retire sa confiance au gouvernement libéral, pour avoir renié sa promesse électorale faite aux Québécois de ne pas augmenter les tarifs des services de garde au-delà de l'inflation, et pour sa décision de moduler ces mêmes tarifs en fonction des revenus des parents.

#### DÉBATS D'URGENCE

#### DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

#### AUTRES AFFAIRES

##### I. Projets de loi du gouvernement

###### *Adoption du principe*

- 2) Projet de loi n° 10  
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 25 septembre 2014  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 18 novembre 2014  
Reprise du débat ajourné au nom du député de Berthier le **26 novembre 2014**
- 3) Projet de loi n° 19  
Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives  
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations le **12 novembre 2014**

- 4) **Projet de loi n° 21**  
Loi concernant principalement la mise en œuvre d'ententes en matière de travail entre le gouvernement du Québec et le Conseil Mohawk de Kahnawake  
Présenté par le ministre responsable des Affaires autochtones le 11 novembre 2014  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **26 novembre 2014**
- 5) **Projet de loi n° 27**  
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés  
Présenté par la ministre de la Famille le **26 novembre 2014**
- 6) **Projet de loi n° 28\***  
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016  
Présenté par le ministre des Finances le **26 novembre 2014**

---

**\* Recommandation du lieutenant-gouverneur**

*Étude détaillée en commission*

- 7) **Projet de loi n° 3**  
Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal  
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 12 juin 2014  
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 16 septembre 2014  
Principe adopté le **1<sup>er</sup> octobre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 8) Projet de loi n° 11  
Loi sur la Société du Plan Nord  
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et ministre responsable du Plan Nord le 30 septembre 2014  
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 29 octobre 2014  
Principe adopté le **5 novembre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles
- 9) Projet de loi n° 15  
Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État  
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 9 octobre 2014  
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 5 novembre 2014  
Principe adopté le **6 novembre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 10) Projet de loi n° 16  
Loi modifiant la Loi sur les véhicules hors route et d'autres dispositions  
Présenté par le ministre des Transports le 4 novembre 2014  
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 19 novembre 2014  
Principe adopté le **25 novembre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 11) Projet de loi n° 23  
Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal relativement à la composition du comité exécutif  
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 12 novembre 2014  
Principe adopté le **26 novembre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

*Prise en considération de rapports de commissions*

- 12)** Projet de loi n° 17  
Loi modifiant la Loi sur le Barreau, la Loi sur le notariat et le Code des professions  
Présenté par la ministre de la Justice le 4 novembre 2014  
Principe adopté le 11 novembre 2014  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 13 novembre 2014  
Rapport de la Commission des institutions déposé le **20 novembre 2014**
- 13)** Projet de loi n° 22  
Loi donnant suite aux conclusions du Rapport du groupe spécial constitué en vertu de l'Accord sur le commerce intérieur concernant les articles 7.1 et 7.2 de la Loi sur les produits alimentaires  
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations le 12 novembre 2014  
Principe adopté le 19 novembre 2014  
Rapport de la Commission de l'économie et du travail déposé le **25 novembre 2014**

*Adoption*

**II. Projets de loi publics au nom des députés**

*Adoption du principe*

- 14)** Projet de loi n° 190  
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés  
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014  
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 15)** Projet de loi n° 192  
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**

- 16)** Projet de loi n° 193  
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 17)** Projet de loi n° 194  
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction  
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 18)** Projet de loi n° 195  
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai  
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 19)** Projet de loi n° 196  
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen  
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1<sup>er</sup> octobre 2014**

*Étude détaillée en commission*

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

### **III. Projets de loi d'intérêt privé**

*Consultation et étude détaillée en commission*

- 20)** Projet de loi n° 200  
Loi concernant la Municipalité de Lac-Simon  
Présenté par le député de Papineau le **11 juin 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 21)** Projet de loi n° 201  
Loi concernant la Ville de Westmount  
Présenté par le député de D'Arcy-McGee le **12 novembre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 22) Projet de loi n° 202  
Loi concernant la Régie intermunicipale de valorisation des matières organiques de Beauharnois-Salaberry et de Roussillon  
Présenté par le député de Huntingdon le **13 novembre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 23) Projet de loi n° 203  
Loi concernant la vente d'un immeuble situé dans le site patrimonial de La Grave  
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine **13 novembre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 24) Projet de loi n° 204  
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel  
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

*Adoption du principe*

*Adoption*

#### **IV. Motions du gouvernement**

- 25) 22 octobre 2014  
Motion inscrite par le leader du gouvernement, en vertu de l'article 146 du Règlement :

QUE la Commission des institutions procède à des consultations particulières pour analyser les effets que peut avoir sur nos institutions démocratiques et sur l'indépendance et la liberté de presse, le fait pour un député ou un membre du Conseil exécutif de détenir directement ou indirectement la majorité des actions d'une entreprise médiatique ou d'être dans une position de contrôle au sein d'une telle entreprise;

QU'à cette fin, la Commission entend l'Association des journalistes indépendants du Québec, le Conseil de presse du Québec, la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, monsieur Michel Nadeau, directeur général de l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques, Me Henri Brun, professeur associé à la Faculté de droit de l'Université Laval, madame Dominique Payette, professeure au département d'information et de communication de l'Université Laval, monsieur Florian Sauvageau, président du conseil d'administration du Centre d'études sur les médias de l'Université Laval, ainsi que toutes les autres personnes et organismes qu'elle jugera nécessaire de convoquer;

QUE l'organisation du mandat soit confiée aux membres de la Commission;

QU'au terme de ces auditions et conformément aux dispositions réglementaires, les membres de la Commission puissent déterminer en séance de travail des observations, conclusions ou recommandations incluant, le cas échéant, les meilleurs moyens législatifs à prendre et que le rapport de la Commission soit déposé à l'Assemblée au plus tard le vendredi 28 novembre 2014 à moins que la Commission n'en décide autrement.

**V. Crédits budgétaires**

**VI. Débats statutaires**

**AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION**

Partie 3

**PROJETS DE LOI ADOPTÉS**

*(Projets de loi non sanctionnés)*

## Partie 4

### TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

#### COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

#### COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

##### **Mandat réglementaire**

- Audition sur le chapitre 4 du rapport du Vérificateur général d'automne 2013 portant sur la gouvernance et la gestion des grands projets d'infrastructure de l'Agence métropolitaine de transport.
- Audition sur le chapitre 6 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur les médicaments et les services pharmaceutiques.
- Étude des rapports annuels sur l'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition sur le chapitre 2 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur la réalisation et l'exploitation d'aires de service.
- Audition sur le chapitre 4 du rapport du commissaire au développement durable du printemps 2014 portant sur la gestion et l'aide financière du Fonds vert.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

#### COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

##### **Mandat de l'Assemblée**

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 11**, Loi sur la Société du Plan Nord (mandat confié le 5 novembre 2014).

## **Mandat réglementaire**

### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

## **COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

## **Mandat de l'Assemblée**

### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 3**, Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (mandat confié le 1<sup>er</sup> octobre 2014).
- **Projet de loi n° 23**, Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal relativement à la composition du comité exécutif (mandat confié le 26 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 200**, Loi concernant la Municipalité de Lac-Simon (mandat confié le 11 juin 2014).

## **Mandat conféré par une loi**

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

## **COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION**

## **Mandat conféré par une loi**

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

## **COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL**

## **Mandat de l'Assemblée**

### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 19**, Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 25 novembre 2014).

## COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 15**, Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État (mandat confié le 6 novembre 2014).

## COMMISSION DES INSTITUTIONS

### **Mandat réglementaire**

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Commissaire à la lutte contre la corruption.

## COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

### **Mandat conféré par une loi**

- Examen des rapports sur les activités du Fonds de soutien aux proches aidants et sur celles de la Société de gestion L'Appui pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011, 2012 et 2013.
- Examen des rapports sur les activités du Fonds pour le développement des jeunes enfants et sur celles de la Société de gestion Avenir d'enfants pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011, 2012 et 2013.

## COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

### **Mandat conféré par une loi**

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

### **Mandat réglementaire**

#### Interpellation :

- De la députée de Taillon au ministre de la Santé et des Services sociaux sur le sujet suivant : *L'entente salariale conclue en 2011 entre l'actuel ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et l'actuel ministre de la Santé et des Services sociaux concernant la rémunération des médecins spécialistes et ses impacts sur la situation budgétaire du Québec* (avis donné le 22 mai 2014).

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

## COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 16**, Loi modifiant la Loi sur les véhicules hors route et d'autres dispositions (mandat confié le 25 novembre 2014).

### **Mandat conféré par une loi**

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

### **Mandat réglementaire**

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

## Partie 5

### **QUESTIONS ÉCRITES**

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent  
au Feuilleton du mercredi*

- 27) M. LeBel (Rimouski) – **27 novembre 2014**  
Au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, le député de Rimouski et porte-parole de l'opposition péquiste en matière de lutte à la pauvreté, de solidarité et d'économie sociale, monsieur Harold LeBel, a animé un atelier intitulé « Questions au ministre » dans le cadre d'une journée d'activités portant sur « Des initiatives qui enrichissent la communauté ». Cet événement, organisé par l'Alliance pour la solidarité et l'inclusion sociale et le Regroupement contre l'appauvrissement, a permis aux citoyennes et aux citoyens de préparer des questions qu'ils souhaitent porter aux ministres afin de mieux comprendre les orientations du gouvernement.

Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale peut-il fournir des réponses à l'Assemblée nationale qui seront transmises à la population de la circonscription de Rimouski :

1. Le gouvernement actuel pense-t-il mettre en place un nouveau plan d'action de lutte à la pauvreté dans son mandat actuel?

2. Plusieurs études démontrent que lutter contre la pauvreté est économiquement plus rentable que de tenter de pallier ses effets dévastateurs. Pourquoi le gouvernement s'acharne-t-il à couper dans les programmes essentiels à la population la plus vulnérable?
3. Les bénéficiaires de l'aide sociale peuvent gagner jusqu'à 200 \$ par mois sans que leur chèque mensuel soit réduit. Par contre, pour les dollars supplémentaires, il peut avoir un impact important sur la prestation. Pourrait-on avoir des mesures fiscales qui encourageraient davantage les bénéficiaires de l'aide sociale à retourner sur le marché de l'emploi sans perdre des avantages financiers?
4. Le concept de vie maritale à l'aide sociale est, selon les juristes, un concept archaïque et très difficile à défendre qui amène les bénéficiaires à être traité sous un regard suspicieux et pousse le voisinage à épier la vie de chacun. Pourrait-on abolir cette règle afin que les bénéficiaires de l'aide sociale puissent être traités en égal, et conserver leur autonomie afin de pouvoir vivre librement une relation conjugale?
5. Pour une personne qui travaille au salaire minimum, il est très difficile d'avoir une mise de fonds afin d'emprunter pour acquérir sa propre demeure. Les coûts mensuels de son logement ne lui permettent pas de mettre de l'argent de côté. Est-ce que le gouvernement prévoit développer des mesures afin de permettre aux personnes à faible revenu de pouvoir elles aussi obtenir la possibilité d'acquérir un chez-soi?
6. Les débats teintés de partisanerie, les nombreux conflits intérieurs, les hostilités de l'un envers l'autre qui se déroulent à l'Assemblée nationale et à travers les médias nous semblent une grande pagaille qui ne crée que davantage de confusion et de consternation. Serait-il possible de recréer un climat de collaboration entre parlementaires qui a permis l'adoption de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, en 2002, et de permettre aux parlementaires actuels d'entendre la société civile afin de faire le bilan des 10 ans de la Loi ainsi que de nous redonner de nouvelles cibles?

7. Selon les études sur la pauvreté, les bénéficiaires de l'aide sociale et les personnes ayant des problèmes de santé mentale sont victimes d'autostigmatisation. Le sentiment de honte, de culpabilité et d'insécurité, qui entraîne un frein récurrent à l'utilisation des services, est souvent relié au regard que la société porte sur cette population. La stigmatisation des uns entraîne l'autostigmatisation et l'auto-exclusion des autres. Le gouvernement prévoit-il, dans son programme, la mise en place d'un plan d'action pour contrer les préjugés et la discrimination sociale?

## Partie 6

### PRÉAVIS

#### I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

##### Projets de loi du gouvernement

##### Projets de loi publics au nom des députés

##### Projets de loi d'intérêt privé

#### II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée – *ministre de la Santé et des Services sociaux*.
- bb) Loi transférant au président de l'Office de la protection du consommateur la responsabilité de la délivrance des licences de commerçant et de recycleur de véhicules routiers – *ministre des Transports*.